

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur
SGAMI Sud-Ouest
89 Cours Dupré de Saint-Maur
BP 300091
33041 Bordeaux Cedex



ASSURANCE « DOMMAGES-OUVRAGE »
RENOVATION ET EXTENSION D'UN BÂTIMENT ACCUEILLANT LE
NOUVEL HÔTEL DE POLICE DE PERIGUEUX (24)

N° de marché

SGAMI33-2023-57-FCS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

AUDIT DES RISQUES

GENERALITES	18
DEFINITIONS	19
ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGE	23
EXCLUSIONS	27
SINISTRES.....	28

AUDIT DES RISQUES

L'acheteur : Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur
 SGAMI Sud-Ouest
 89 Cours Dupré de Saint-Maur
 BP 300091
 33041 Bordeaux Cedex

Désignation de l'opération :

- Adresse : **1 boulevard Lakanal 24000 Périgueux**
- Code postal : **24000**
- Permis de construire n° : **PC 024 322 23 D0013**

Délivré le : **06/10/2023**

Par : **Préfet de la Dordogne**

- Date de la déclaration d'ouverture de chantier (D.O.C.) : **en attente. Notification du lot 01 prévu en février 2024. Lots 2 à 14 notifiés fin décembre 2023.**
- Date de début des travaux : **date prévisionnelle en mars 2024**
- Date prévue d'achèvement : **durée des travaux de 15 mois (dont 2 mois de préparation inclus)**
- Coût total prévisionnel des travaux : **6 007 455,04 € HT 7 208 946, 05 € TTC.**
 dont

N° LOT	Intitulé du lot	Montant HT
1	V.R.D. - AMENAGEMENTS EXTERIEURS - CLOTURES	418 420 € HT
2	DECONSTRUCTION - INSTALLATION DE CHANTIER - GROS-OEUVRE	1 556 469,72 € HT
3	ETANCHEITE COUVERTURE	100 467,70 € HT
4	BARDAGE	322 999,85 € HT
5	MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	818 868,43 € HT
6	PLATRIERIE - FAUX-PLAFONDS	408 323,60 € HT
7	MENUISERIES INTERIEURES	371 469,66 € HT
8	RETELEMENTS DE SOLS	165 955,85 € HT
9	PEINTURE	151 045,00 € HT
10	ELECTRICITE CFO CFA	627 840,59 € HT
11	EQUIPEMENT SANITAIRE - CHAUFFAGE RAFRAICHISSEMENT - VENTILATION	685 740,21 € HT
12	ASCENSEUR	22 100,00 € HT
13	PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	29 498,71€ HT
14	SURETE	328 255,72 € HT

SGAMI SUD-OUEST

- travaux de bâtiment	€	€
- travaux VRD	€	€
- équipements spécialisés	€	€
- aménagements	€	€
- maîtrise d'œuvre	422 625 € HT	507 150 € TTC
- contrôle technique	11 296,42 € HT	13 555,70 € TTC
- coordonnateur SPS	8 370 € HT	10 044 € TTC

(1) Maître d'œuvre + contrôle technique + coordonnateur SPS

Nature de l'opération, destination des locaux :

☐ Habitation ☒ Bureaux + une partie recevant du public au rez-de-chaussée + armurerie + zone garde-à vue + vestiaires ☐ Autre

Usage de l'opération :

☒ Propre ☐ Locatif ☐ Vente

Contrôle technique

▪ Nom ou dénomination sociale du contrôleur technique agréé : **APAVE PERIGUEUX**

▪ Adresse : **Boulevard de Saltgourde**

▪ Code postal : **24054** Commune : **PERIGUEUX**

▪ Nom de l'ingénieur chargé de suivre l'opération : **Geoffrey TOUZOT**

▪ Tél. : **06 27 95 23 40**

▪ Missions confiées au contrôleur :

☒ L ☐ S ☒ PS ☐ P1 ☒ F ☒ PHa ☒ HAND-ERP ☐ Brd

☒ LE ☒ AV ☒ GTB ☐ ENV ☒ HYS ☐ CO ☒ TH

▪ Autre à préciser : LP, SEI

▪ Nom de son assureur : **SMA COURTAGE**

▪ Attestation d'assurance fournie: ☒ OUI ☐ NON

Description sommaire de l'opération :

Les services de police seront relogés sur l'ancien site de la communauté d'agglomération du « Grand Périgueux », situés boulevard Lakanal à Périgueux.

SGAMI SUD-OUEST

L'acquisition par l'État du site permet de concevoir un hôtel de police adapté, par l'aménagement du bâtiment existant et par la construction d'un bâtiment supplémentaire. Cette extension sera dédiée aux fonctions techniques de la police (zone pour les garde-à-vue, vestiaires, centre d'information et de commandement...).

Le projet immobilier offrira au total 3768 m² de surface de plancher dont :

- un immeuble existant de 1912 m² à R+1 comprenant une aile datant de 1988 et une aile de 2009.
- la construction d'une extension neuve de 1855 m² à R+3.
- des espaces extérieurs de parking arboré (68 stationnements).

- Surface hors œuvre brute :

Autres destinations des bâtiments :

<u>Nature</u>	<u>Nombre de bâtiments</u>	<u>Nombre de sous sol</u>	<u>Nombre d'étages</u>
<u>Hôtel de police</u>	<u>1 avec plusieurs ailes existantes et 1 aile en extension neuve</u>	<u>1 partiel sur une partie du bâtiment existant</u>	<u>1 sur une partie de l'existant et 3 sur l'extension neuve</u>

Situation de l'opération avoisinants

- Bâtiments avoisinants situés à moins de 10 m des travaux neufs : OUI ☒ NON ☐

Centre d'imagerie médicale au Nord de la parcelle

- * Si oui, existe-t-il un référé préventif ? ~~OUI~~ ☐ NON ☒

pas pour le moment mais il est prévu d'en faire un avant le début des travaux

- Bâtiments avoisinants ayant une structure béton armé : OUI ☒ NON ☐
chaufferie

en mitoyenneté Nord

- Travaux de reprise en sous-œuvre des avoisinants : ~~OUI~~ ☐ NON ☒

- Les travaux sont-ils effectués sur des bâtiments occupés ? ~~OUI~~ ☐ NON ☒

Opérations comportant des travaux sur parties préexistantes :

- S'agit-il de travaux de rénovation lourde, comprenant pour tout ou partie l'exécution des travaux listés ci-dessous ?

OUI ☒

~~NON~~ ☐

Dans l'affirmative:

- ☒ Travaux de maçonnerie béton armé modifiant les structures ou les efforts supportés par la construction.

Certaines façades au Nord du bâtiment existant sont modifiées pour assurer la jonction avec l'extension neuve (murs porteurs à déposer, poteaux béton à recréer)

SGAMI SUD-OUEST

- ☒ Renforcement de fondations existantes.

Dans le bâtiment existant pour la zone armurerie après démolition de la dalle existante, réalisation de micropieux, mise en place de longrines et plancher.

- ☐ Modification de niveaux de fondations et reprise en sous œuvre de fondations.

- ☒ Création de nouveaux points de fondations pour les structures porteuses.

L'aile en extension neuve aura des fondations de type profondes, micropieux de type II ou III.

- ☒ Suppression d'éléments porteurs existants : *poteaux, murs intérieurs, façades, pignons.*
- ☐ Surélévation des existants.
- ☐ Travaux de charpente, couverture, bardage.
- ☐ Travaux d'étanchéité ou de d'imperméabilisation.
- ☐ Travaux d'isolation thermique par l'extérieur.
- ☒ Travaux de menuiserie extérieure.
- ☒ Ajout d'un bardage sur une partie de l'existant.

S'agit-il de travaux de rénovation **légère**, comprenant l'exécution de travaux de maçonnerie et/ou de corps d'état différents que ceux indiqués ci-dessus ?

☒ OUI ☐ NON

*** si oui, préciser la nature :**

Pour les travaux sur le bâtiment existant

BARDAGE
SERRURERIE
PLATRERIE - FAUX-PLAFONDS
MENUISERIES INTERIEURES
REVETEMENTS DE SOLS
PEINTURE
ELECTRICITE CFO CFA
EQUIPEMENT SANITAIRE - CHAUFFAGE RAFRAICHISSEMENT - VENTILATION

SGAMI SUD-OUEST

- Surface et nombre de bâtiments en fin de travaux :

	<u>SHOB</u>	<u>Nombre de bâtiments</u>	<u>Nombre de logements</u>
Parties préexistantes	1912 m ² surface de plancher	1	0
Parties nouvelles d'ouvrage	1855 m ² surface de plancher	1	0

Travaux à réaliser et caractéristiques techniques de l'opération :

- La structure du bâtiment et ou de la charpente, comporte t-elle des éléments de portée supérieure à 12 m ? ☐ OUI ☒ NON
- La profondeur d'excavation est-elle supérieure à deux niveaux de sous-sol ou 5 m ? ☐ OUI ☒ NON
- Si le terrain est en pente, les talus ont-ils une hauteur supérieure à 5m ? ☐ OUI ☒ NON
- L'opération comporte t-elle la création d'un sous-sol sous l'emprise d'un bâtiment existant ? ☐ OUI ☒ NON
- Description complémentaire de l'opération :

Si besoin je dispose des CCTP par lot pour vous fournir une description complète

En résumé

Lot 01 VRD – AMENAGEMENTS EXTERIEURS – CLOTURES

terrassements, voirie en enrobé et stationnements en pavés drainants, assainissement EP, éclairages, plantations, clôtures maçonnées, portails coulissants

Lot 02 DECONSTRUCTION – INSTALLATION DE CHANTIER – GROS-OEUVRE

démolition partielle (maçonnerie, second œuvre) ; Fondations sur micro-pieux ; construction en béton armé ; ouvrages ponctuels en charpente métallique (renforcements de planchers existants, locaux extérieurs)

Lot 03 ETANCHEITE – COUVERTURE

toiture réservoir (EP) avec étanchéité en feuilles de bitume sur toiture béton de l'extension, couvertines en acier, lanterneaux.

Lot 04 BARDAGE

bardage lames pleines et perforées en acier en R+2 et R+3 de l'extension et sur une partie du R+1 de l'existant.

Lot 05 MENUISERIES EXTERIEURES – SERRURERIE

menuiseries aluminium en remplacement sur l'existant et en neuf sur l'extension, ponctuellement CR4 et quelques menuiseries pare-balle en rez-chaussée, lames brise-soleil en aluminium en R+1 de l'extension, stores screens.

Lot 06 PLATRERIE – FAUX-PLAFONDS

doublages et cloisonnement en plaques de plâtre sur ossature, ponctuellement renforcées de cellulose, plafonds plaques de plâtre. Faux-plafonds résilles, acoustiques, hygiène, plafond fibres de bois.

Lot 07 MENUISERIES INTERIEURES

blocs portes stratifiés, portes acoustiques, signalétique, cloisonnement compact, protections murales

Lot 8 REVETEMENTS DE SOLS

sols souples, espaces douches PVC, faux-plancher, dalles caoutchouc.

Lot 9 PEINTURE

toile de verre peinte, peintures sols locaux techniques, murs et sols de la zone GAV en résine, peintures extérieures sur l'existant

Lot 10 ELECTRICITE CFO CFA

dépose des installations, luminaires, bornes de recharges véhicules électriques, baies de brassage, SSI cat. A

Lot 11 EQUIPEMENT SANITAIRE – CHAUFFAGE RAFRAICHISSEMENT – VENTILATION

chauffe-eau électrique, chauffage-rafraichissement par multi split sur l'existant, par DRV 3 tubes en extension, centrale double flux des cellules GAV, ventilation double flux des vestiaires

Lot 12 ASCENSEUR

1 ascenseur neuf 630 kg dans l'extension

Lot 13 PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES

en toiture de l'extension sur « chassis support », en autoconsommation sans stockage ni revente du surplus

Lot 14 SURETE

Contrôle d'accès, alarme intrusion, visiophonie, onduleur, réemploi matériel

existant.....

Caractéristiques techniques et modes d'exécution des travaux :

Faites-vous procéder à une étude des sols par un BET spécialisé avec une mission comportant :

- une étude limitée au prédimensionnement des ouvrages ? ☒ OUI ☐ NON
la G1 et G2 AVP ont été réalisées

- une étude complète de projet géotechnique ? ☒ OUI ☐ NON
LA G2 PRO A ÉTÉ RÉALISÉE

Dans la négative, nature des sols ?

L'opération comporte-t-elle des parties enterrées ? ☒ OUI ☐ NON
**DANS LE BÂTIMENT EXISTANT UNIQUEMENT (SOUS-SOL ET VIDES
SANITAIRES EXISTANTS SOUS L'AILE SUD DE 1988)**

▪ dans l'affirmative quel est le niveau N.G.F. ? **donnée inconnue car le relevé n'a pas été réalisé. Le seuil de la porte d'accès au sous-sol est à 85.36 NGF mais le sol du sous-sol est plus bas que le seuil de la porte d'accès (pour information le rez-de-chaussée est à 87.08 NGF)**

des hautes eaux de la nappe phréatique:
**la mission G2 AVP réalisée en décembre 2022 indique un niveau d'eau mesuré à 6.4
la mission G1 réalisée en janvier 2022 avait mesuré des niveaux de 3.5 à 4.3
les sondages d'archives réalisés en 1985 et 1987 indiquent entre 3.0 et 5.2**

SGAMI SUD-OUEST

du sol naturel:

le sol naturel autour du bâtiment existant varie entre 86.80 NGF au Sud, 87.08 à l'entrée Est.

en mitoyenneté Nord le parking est à 87.50 NGF

La parcelle 734 est un peu plus haute à environ 88 NGF

du dernier niveau de sous sol : **donnée inconnue car le relevé n'a pas été réalisé. Le seuil de la porte d'accès au sous-sol est à 85.36 NGF mais le sol du sous-sol est plus bas que le seuil de la porte d'accès (pour information le rez-de-chaussée est à 87.08 NGF)**

Des dispositions aptes à s'opposer à toutes remontées de la nappe phréatique ou à toute infiltration d'eaux de ruissellement (cuvelage, radier de sous pression, enduit d'étanchéité, drainage, radier drainant) ont-elles été prévues ?

☐ OUI

☒ NON

Le projet ne prévoit aucun travaux sur le sous-sol existant

* Si oui, nature du procédé ? :

Nature des ouvrages :

Sont considérés comme ouvrages de "caractère exceptionnel" les ouvrages exécutés par des entreprises de maçonnerie béton armé, charpente en fer ou bois et de construction métallique, et comportant une ou plusieurs des particularités ci-après :

GRANDE PORTEE

	Portée (entre nu des appuis) supérieure à :	Porte à faux supérieur à :
Pour le bois	30 m	15 m
+ poutres + arcs	60 m	15 m
Pour le béton	40 m	20 m
+ poutres + arcs (ou voûtes)	70 m	20 m
Pour l'acier	50 m	25 m
+ poutres + arcs	70 m	25 m

GRANDE HAUTEUR HORS SOL

	HAUTEUR TOTALE DE L'OUVRAGE (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à :
Hall sans plancher intermédiaire	35 m
Bâtiment à étages	60 m
Cheminée	100 m

SGAMI SUD-OUEST

GRANDE PROFONDEUR

Parties enterrées dont la hauteur (en dessous du point le plus haut du sol entourant l'ouvrage) est supérieure à 15 mètres.

Pieux (ou puits de fondations) de plus de 30 mètres après recépage.

L'opération comporte-t-elle l'exécution d'ouvrages de caractère exceptionnel ? ~~OUI~~ ☐ NON ☒

Rappel : conformément à l'article R.111.38 du Code de la construction, les opérations comportant l'exécution d'ouvrage de caractère exceptionnel sont soumises obligatoirement à contrôle technique visant la solidité de l'ouvrage (mission de type L au minimum).

Les constructeurs :

L'acheteur :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur SGAMI Sud-Ouest

- Adresse : **89 Cours Dupré de Saint-Maur**
BP 300091
- Code postal : **33041** Commune : **Bordeaux Cedex**
- Agissant en qualité de : **Acheteur**
- Assume-t-il certaines missions de maîtrise d'œuvre ? ~~OUI~~ ☐ NON ☒

Dans l'affirmative, précisez la nature des prestations et indiquez les références (diplômes, expérience pratique) du technicien :

.....
.....
.....

- Exécute-t-il certains travaux ? ~~OUI~~ ☐ NON ☒

Dans l'affirmative, précisez la nature des travaux, leurs montants et les références techniques des personnes dirigeant ces travaux:

.....
.....
.....

Dans l'affirmative, et si vous êtes assuré pour ce type de prestation, joindre une attestation d'assurance valable à la date de la D.O.C.

- Fournit-il des travaux ? ~~OUI~~ ☐ NON ☒

SGAMI SUD-OUEST

Dans l'affirmative, précisez leurs natures et le montant estimatifs des matériaux fournis :

.....
.....
.....

▪ Dispose-t-il d'un service d'entretien ? ☒ OUI ☐ NON ✕

Quand le bâtiment sera livré nous feront appel à un marché de maintenance

Dans l'affirmative, décrire l'organisation et les modalités d'intervention du service (équipe interne et externe, effectif, budget) :

.....
.....
.....

Les B.E.T. et ingénieurs-conseils :

ces BET sont co-traitant avec le maître d'oeuvre qui est mandataire

NOM ET PRENOM	ADRESSE	MISSION
ARGETEC Stéphanie LONGUEVILLE Harinala RAJEMIALISOA	544 boulevard des saveurs cré@vallée Nord 24660 Coulounieix Chamiers	Fluides, électricité, système de sécurité incendie
BERIM Fernando RETORTILLO- ATIENZA	Agence Nouvelle Aquitaine 1 bis rue Prévost 33250 BRUGES	Structure VRD
GANTHA Florian FAVRE	Parc Sextant 6-8 avenue des satellites 33185 Le Haillan	acoustique
SEPIBAT Lucie DELANGE	1 place André Maurois 24000 Périgueux	OPC
AGI2D Luc JEANSANNETAS	Agence Nouvelle Aquitaine 1 bis rue Prévost 33250 BRUGES	Haute qualité environnementale

Le souscripteur peut joindre en annexe une liste qui, dans ce cas, devra reprendre l'ensemble des renseignements de la grille figurant ci-dessous. Cette liste, faisant référence à la présente opération, sera datée et signée pour être annexée au contrat dont elle fera partie intégrante.

Mode de passation des marchés :

Les travaux ont été répartis en **14** lots à attribuer, dont **12** en marché **d'appel d'offre ouvert**, dont la date de remise des offres est fixée au 2 novembre 2023, et **2** en **marché public à procédure adapté**, dont la date de remise des offres est fixée au 25 octobre 2023.

SGAMI SUD-OUEST

- ☐ en groupement
- ☐ en entreprise générale :
 nom, adresse :

- ☐ en "contractant général" (contrat de louage d'ouvrage unique pour la conception et la réalisation de l'opération) :
 nom, adresse :
- ☒ en corps d'état séparé

Les concepteurs : Architectes et Maître d'œuvre

<u>IDENTITE</u>	<u>ADRESSE</u>	<u>MISSION</u>	
		Conception	Direction et Surveillance Des travaux
SCAPA Architectes Associés Thierry CAUTY <i>NB : joindre les attestations d'assurances à la date de la D.O.C.</i>	Cré@vallée Nord 13 rue de l'Innovation 24660 Coulounieix Chamiers	✕ <input type="checkbox"/>	✕ <input type="checkbox"/>

<u>ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION</u>	<u>NOM OU DENOMINATION SOCIALE</u>	<u>ADRESSE</u>
SCAPA Architectes Associés laurence LE BIHAN		Cré@vallée Nord 13 rue de l'Innovation 24660 Coulounieix Chamiers

Le présent rapport d'analyse des risques comprend les annexes suivantes :

- La déclaration d'ouverture de chantier (D.O.C.) **A venir en mars 2024**
- Le permis de construire
- Le contrat de l'équipe de maîtrise d'œuvre
- Le planning prévisionnel de l'opération faisant apparaître la date prévisionnelle de démarrage des travaux ainsi que la durée prévisionnelle des travaux,
- La convention de contrôle technique et l'attestation d'assurance décennale
- Le rapport initial du contrôleur technique
- Le rapport d'étude des sols, **G1, G2AVP et G2PRO seront remis en l'échange de l'engagement de confidentialité signé**
- Les plans (de situation, de masse, de vue en plan d'étage courant, de coupe, de façades) **seront remis en l'échange de l'engagement de confidentialité signé**
- La liste des constructeurs, **La liste des lots 2 à 14 est fournie. Le lot 1 à venir en mars 2024**
- Le contrat de louage d'ouvrage et l'attestation d'assurance décennale, (marché de travaux) **La liste des lots 2 à 14 est fournie. Lot 1 à venir en la mars 2024**
- Les attestations d'assurance responsabilité civile décennale, **Fournies pour les lots 2 à 14. A venir pour le lot 1 en mars 2024**
- Les certificats de qualifications professionnelles des entreprises, **Fournis pour les lots 2 à 14. A venir pour le lot 1 en mars 2024**
- La photocopie de la déclaration d'ouverture de chantier, **A venir en mars 2024**
- Les documents techniques (CCTP, CCAP, **à venir en mars 2024**). **Fournis pour les lots 2 à 14. A venir pour le lot 1 en mars 2024**

DETAILS DES LOTS

Lot concerné	Est-il sous-traité		NOM et ADRESSE du titulaire du lot	Qualification qualibat et/ou qualifelec (1) ou ancienneté dans le métier	Montant du lot en € HT
	oui	non			
Le lot 01 VRD est en cours de consultation et sera notifié fin février 2024.				Qualifications requises ou équivalents <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 1341 - aménagement de chaussée et trottoir • Qualibat 1351 - Espaces verts • Qualibat 1311 – Terrassement / fouilles (technicité courantes) • Qualibat 1321 – Canalisations d’assainissement (technicité courante) • Qualibat 1341 – Aménagement de chaussée et trottoirs • Qualibat 1342 – Pavage • Qualibat 1331 – Poteaux et clôtures 	418 420 € HT montant estimatif
LOT 02 - DECONSTRUCTION - INSTALLATION DE CHANTIER - GROS-OEUVRE	Oui en partie avec LAGARDE & LARONZE 3125 RN 21 – 24660 Notre Dame de Sanilhac		SAS LAJARTHE 2 Rue Alfred Nobel - 24750 Boulazac Isle Manoire	Qualifications requises ou équivalents <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 1111 – Démolition – déconstruction (technicité courante) • Qualibat 1231 – Micropieux • Qualibat 1321 - Canalisations d’assainissement (technicité courante) • Qualibat 2111 – Maçonnerie et ouvrages en béton armé (technicité courante) • Qualibat 2151 – Dallage courant (technicité courante) • Qualibat 2212 – Béton armé et béton précontraint (technicité confirmée) 	1 556 469,72 € HT

SGAMI SUD-OUEST

Lot concerné	Est-il sous-traité		NOM et ADRESSE du titulaire du lot	Qualification qualibat et/ou qualifelec (1) ou ancienneté dans le métier	Montant du lot en € HT
	oui	non			
				<ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 2411 – constructions et structures métalliques (technicité courante) • Qualibat 8711 – Mise en place d'un système de mesures et réalisation des mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments 	
LOT 03 - ÉTANCHÉITÉ COUVERTURE		non	SOPREMA ENTREPRISES SAS 7 rue Jen-Baptiste Perrin 33327 Eysines cedex	Qualifications requises ou équivalents <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 3212 - Étanchéité en matériaux bitumeux en feuilles (technicité confirmée) 	100 467,70 € HT
LOT 04 - BARDAGE		non	SMAC ZAC de l'Aiguillon 19270 USSAC	Qualifications requises ou équivalents <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 3811 - Parois en bardages simples (technicité courante) 	322 999,85 € HT
LOT 05 - MENUISERIES EXTÉRIEURES - SERRURERIE		non	SAS BERGES Avenue Benoit Frachon 24750 Boulazac	Qualifications requises ou équivalents Qualibat 3521 - Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (technicité courante) <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 4411 – Serrurerie – métallerie (technicité courante) 	818 868,43 € HT
LOT 06 - PLÂTRERIE - FAUX-PLAFONDS		non	SAS J. SUDRIE ET FILS 144 route de Périgueux - la Barde - 24260 Le Bugue	Qualifications requises ou équivalents Qualibat 4131 – Plaques de plâtre (technicité courante) <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 7122 – Isolation thermique par l'intérieur 	408 323,60 € HT
LOT 07 - MENUISERIES INTÉRIEURES		non	SARL ARTISANS DU BOIS rue de la Rivière Chancel - 24750 Trélissac	Néant	371 469,66 € HT
LOT 08 - REVÊTEMENTS DE SOLS		non	SAS ETS BREL ZA de Madrazès BP44 - 11 rue Blaise Pascal 24200 Sarlat	Néant	165 955,85 € HT
LOT 09 - PEINTURE		non	SARL SONEX 39 rue Paul Bert 24110 Saint Astier	Qualifications requises ou équivalents <ul style="list-style-type: none"> • Qualibat 6111 – Peinture et ravalement (technicité courante) 	151 045,00 € HT

SGAMI SUD-OUEST

Lot concerné	Est-il sous-traité		NOM et ADRESSE du titulaire du lot	Qualification qualibat et/ou qualifelec (1) ou ancienneté dans le métier	Montant du lot en € HT
	oui	non			
LOT 10 - ÉLECTRICITÉ CFO CFA		non	SAS PAUL BEAUVIEUX 141 Ter Route de Lyon 24000 Périgueux	<p>Qualifications requises ou équivalents Les diverses qualifications « QUALIFELEC » pour le courant fort</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une qualification « QUALIFELEC ANTENNE » T2 ou T3 ou « TRIACOM » ou les copies de deux certifications « COSAEL » pour deux installations au moins équivalentes réalisées depuis moins de 12 mois. • Une attestation de formation «(ex : attestation d'un centre agréé « Objectif Fibre » ou équivalent) pour les installations de fibre optique en partie commune d'immeuble collectif. • Une qualification d'entreprise APSAD, conformément au règlement 17 (sécurité incendie). 	627 840,59 € HT
LOT 11 - ÉQUIPEMENT SANITAIRE - CHAUFFAGE RAFRAICHISSEMENT VENTILATION		non	ATSE BORDES Zone Artisanale Les 4 routes - 24590 Saint Genies	<p>Qualifications requises ou équivalents Qualibat 5112 – Installation de plomberie sanitaire des bâtiments sans surpresseurs supérieurs à 1000 m². • Qualibat 5232 – Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel , collectif et tertiaire supérieur à 1000 m². • Qualibat 5312 – Installation de VMC en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m² • Qualibat 5511 – Installation de système de gestion technique du bâtiment (GTB)</p>	685 740,21 € HT

SGAMI SUD-OUEST

Lot concerné	Est-il sous-traité		NOM et ADRESSE du titulaire du lot	Qualification qualibat et/ou qualifelec (1) ou ancienneté dans le métier	Montant du lot en € HT
	oui	non			
				• Attestation de capacité pour manipulation des fluides frigorigènes : Catégorie 1 et 3. Qualifications RGE	
LOT 12 - ASCENSEUR		non	SASU ORONA SUD-OUEST 2 rue du Vert Castel 33700 Mérignac	néant	22 100,00 € HT
LOT 13 - PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES	Oui avec GIRERD ENR 1 impasse des magnolias ZA la Nau 19240 SAINT VIANCE		SAS PAUL BEAUVIEUX 141 Ter Route de Lyon 24000 Périgueux	Qualifications requises ou équivalents Qualibat 5912 – Installations photovoltaïques de puissance de raccordement comprise entre 36KVA et 250 KVA.	29 498,71€ HT
LOT 14 - SÛRETÉ		non	ONET SECURITE TELEM 9 avenue Léonard de Vinci 33600 PESSAC	Qualifications requises ou équivalents APSAD R81, R82, D83 ou équivalent ; • Preuve de partenariat avec éditeur / constructeur sûreté disposant de certification / qualifications suivant le dernier référentiel ANSSI à jour.	328 255,72 € HT
TOTAL					6 007 455,04 € HT

En cas de sous-traitance, la réponse doit correspondre à l'entreprise qui exécutera effectivement les travaux.

GENERALITES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est régi par le Code des Assurances Français et le Code de la Commande Publique.

Il garantit notamment les risques définis à l'article L. 242-1 du Code des Assurances Français et permet en particulier au SGAMI Sud-Ouest de satisfaire aux obligations définies au titre IV dudit code, instituées par la loi 78-12 du 4 janvier 1978 et ses textes d'application. (DO)

DEFINITIONS

ASSURE

Le SGAMI Sud-Ouest agissant en qualité d'acheteur bénéficie de la qualité d'assuré ainsi que :

- Le Maître d'ouvrage délégué,
- Les Maîtres d'œuvre, notamment Architectes, BET, Ingénieurs, Techniciens ainsi que leurs sous-traitants,
- Les entreprises et leurs sous-traitants,
- Le bureau de contrôle,
- Les fournisseurs s'ils interviennent sur le chantier,
- Les conseils, consultants, associés, mandataires, préposés, des intervenants désignés ci-dessus,
- D'une manière générale tout intervenant sur le chantier même non désigné dans le marché.

ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT

- l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée dans l'atmosphère, le sol ou les eaux de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à porter atteinte ou à gêner des agréments ou d'autres utilisations légitimes de l'environnement,
- la production d'odeurs, bruits, vibrations, variation de températures d'ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage, de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à porter atteinte ou à gêner des agréments ou d'autres utilisations légitimes de l'environnement.

AVOISINANT

Tout édifice dont le SGAMI SO n'est ni propriétaire, ni locataire, ni occupant, situé en tout ou partie sur, sous, contre ou à côté du terrain et/ou de l'existant de l'objet de l'opération de construction.

CHANTIER

Lieu d'édification de l'ouvrage définitif.

CODE ET DECRET

Code des Assurances Français et Code de la Commande Publique.

CONTROLEUR TECHNIQUE

La personne agréée, dans les conditions prévues à l'article L.111-25, 2^{ème} alinéa du Code de la Construction et de l'Habitation Français qui est appelée à intervenir, à la demande de l'acheteur, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

COUT TOTAL DE LA CONSTRUCTION

Montant des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris.

En aucun cas, ce coût ne peut comprendre les primes ou bonifications accordées par l'acheteur au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

DOMMAGES IMMATERIELS CONSECUTIFS

Tout préjudice pécuniaire qui résulte de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu ou de la perte d'un bénéfice et qui est la conséquence directe de dommages matériels garantis.

DOMMAGES MATERIELS

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance.

EFFONDREMENT

L'écroulement ou la menace grave et imminente d'écroulement total ou partiel des ouvrages de fondations, d'ossature, de clos, (à l'exception de la partie mobile) et de couvert nécessitant le remboursement ou la reconstruction de la partie endommagée.

EXISTANTS

Les biens immobiliers existant avant l'ouverture du chantier situés sur ou à proximité immédiate du chantier, qui ne font pas l'objet du marché et qui sont :

- soit la propriété de l'acheteur ou du délégataire au moment de la prise d'effet du marché,
- soit destinés à devenir leur propriété pendant la période de validité du marché.

FRANCHISE

Somme restant à la charge du SGAMI SO en cas de sinistre.

INDICE

Index National des Prix du Bâtiment B.T. 01 et du Génie Civil T.P. 01 tels que publiés au Journal Officiel (base 100 en janvier 1974 pour les index « bâtiment » et janvier 1975 pour les index « génie civil »).

Si l'indice vient à être remplacé par un nouvel indice officiel applicable à la révision des marchés de travaux de génie civil, ce nouvel indice lui sera substitué pour l'application du marché.

MAITRE DE L'OUVRAGE.

La personne, physique ou morale, désignée au Cahier des Clauses Techniques Particulières, qui conclut avec les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code Civil Français, les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

OUVRAGE DE GENIE CIVIL

On entend par « ouvrages de génie civil » pour la convention « Dommages-Ouvrages » et pour la convention « Assurance Responsabilité en cas de dommages à l'ouvrage après réception » :

- voiries et réseaux de distribution de fluide,
- parking,

non considérés comme des ouvrages de « bâtiment », tels que visés par la loi du 04 janvier 1978.

RECEPTION

L'acte par lequel l'acheteur accepte les travaux exécutés, avec ou sans réserve, dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du Code Civil Français ou en vertu d'une décision de justice.

SINISTRE

La survenance de dommages susceptibles d'entraîner la garantie de l'Assureur.

Constitue un seul et même sinistre :

- en assurance de responsabilité, l'ensemble des dommages résultant d'une même cause technique initiale qui trouve son origine dans la réalisation de l'opération de construction.
- en assurance de dommages, la survenance de dommages résultant d'une même cause technique ou d'un même évènement.

TIERS

Toute personne autre que :

- le SGAMI SO,

TRAVAUX DE TECHNIQUE COURANTE

L'opération de construction consiste en des travaux de bâtiment de technique courante.

Sont réputés de technique courante les travaux réalisés avec des produits ou procédés de construction :

- soit normalisés ou réputés « traditionnels », c'est-à-dire conformes, à la date d'ouverture de l'opération de construction aux dispositions suivantes sous réserve que celles-ci soient aussi en vigueur à cette même date :

- la réglementation fixée par les lois, décrets et arrêtés,
- les normes françaises homologuées, y compris celles portant une référence de D.T.U sous réserve que ces documents ne fassent pas l'objet d'un communiqué de « mise en observation » de la Commission de Prévention Produits (C2P)*
- les règles et les cahiers des charges établis par les organismes professionnels du bâtiment ou les normes françaises non homologuées, sous réserve que ces documents aient été agréés par l'Assureur ou acceptés par la Commission Prévention Produits.
- soit non « traditionnels », ni « normalisés », sous la triple condition suivante (à la date d'ouverture de l'opération de construction) :
 - qu'ils aient fait l'objet d'un avis technique, ou d'un Agrément Techniques Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (TET) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), favorable et en cours de validité, de la commission ministérielle instituée par l'arrêté du 2 décembre 1969, ou d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable.
 - qu'ils soient mis en œuvre dans les conditions, limites et prescriptions stipulées dans cet Avis Technique et le Cahier des Prescriptions Techniques annexé à celui-ci ou auquel il se réfère et, s'il n'y a pas contradiction avec celles-ci, dans le dossier de travail annexé à l'Avis technique,
 - qu'ils ne fassent pas l'objet d'un communiqué de « mise en observation » de la Commission Prévention Produits*
- soit ayant fait l'objet d'un Cahier des Clauses Techniques Particulières de conception, de fabrication et de mise en œuvre, qui a reçu un agrément temporaire de l'Assureur, sous réserve que cet agrément temporaire soit en cours de validité à la date de mise en œuvre du produit ou procédé et que soient respectées les conditions de délivrance de cet agrément et de mise en œuvre du produit ou procédés précisées dans l'attestation d'agrément.

* Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site internet de l'Agence Qualité Construction (<http://www.qualiteconstruction.com>).

L'opération concerne des travaux avec intervention sur des existants qui ne modifient pas les structures porteuses horizontales ou verticales, ni les efforts supportés par ces structures. Elle fait l'objet d'une étude de sol réalisée par un bureau d'étude technique de géotechnique ainsi que d'une mission de contrôle technique.

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGE

1 - GARANTIES DECENNALES OBLIGATOIRES

L'Assureur garantira au SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages matériels, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'opération de relogement de l'Hôtel de Police de Périgueux ou qui l'affectant dans l'un des ses éléments constitutifs ou d'équipements, le rendent impropre à sa destination.

Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

2 - GARANTIES COMPLEMENTAIRES

Moyennant les stipulations figurant ci-après, l'Assureur garantira également les risques énumérés ci-dessous :

2.1 Bon fonctionnement des éléments d'équipement

L'Assureur garantira au SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, pendant une durée de 2 ans à compter de la réception, le paiement des travaux de réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil, lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

La période de garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil Français. Elle prend fin à l'expiration de deux ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou, à défaut, dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours, son obligation de réparer.

2.2 Dommages aux existants

L'Assureur garantira au SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, le paiement des travaux de réparation des dommages matériels affectant les existants sous la condition qu'il soit établi :

- d'une part, que ces dommages sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs et non celle des propres défauts des parties préexistantes,
- d'autre part, qu'ils compromettent la solidité des existants ou qui les rendent impropres à leur destination

2.3 Dommages immatériels consécutifs

L'Assureur garantira au SGAMI SO l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, le paiement des dommages immatériels consécutifs subis par le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, chargé de l'exploitation, de l'opération de construction et résultant d'un dommage matériel couvert au titre de la garantie de base visée à l'article 1 « Garanties décennales obligatoires » ou de bon fonctionnement visée à l'article 2.1 « Bon fonctionnement des éléments d'équipement ».

3 – GARANTIE SPECIFIQUE DES OUVRAGES DE GENIE CIVIL

A – nature de la garantie

Cette garantie a pour objet d'étendre la garantie « Dommages Ouvrage obligatoire » aux ouvrages de génie civil suivants, non accessoires au sens de l'article L-243-1-1 alinéa 2 du Code des Assurances Français, aux travaux de construction et, réalisés sur l'emprise et dans le cadre de l'opération de construction :

- parcs de stationnement,
- voiries, réseaux divers, canalisations et ouvrages de distribution d'énergie,

B – exclusions particulières

- 1) les revêtements d'étanchéité des piscines constitués de membranes armées en haut polymère sans bitume inférieur à 150/1000 d'épaisseur,
- 2) les matériels et équipements de filtration, traitement de l'eau, traitement hydraulique,
- 3) les couches d'usure des ouvrages de technique routière,
- 4) les revêtements de sols sportifs,

Ainsi que les dommages affectant :

- 5) tous ouvrages réalisés avec des technologies expérimentales ou procédés nouveaux dont l'usage n'est pas défini par la réglementation édictée par les pouvoirs publics, les documents techniques unifiés ou les normes homologuées établies par les organismes compétents à caractère officiel,
- 6) les réseaux de chauffage urbain, les installations de géothermie, les réseaux industriels en général ainsi que les réseaux d'adduction d'eau, les réseaux électriques et de communication.

4 - POINT DE DÉPART ET DUREE DES GARANTIES

- 4.1 La garantie commence, au plus tôt, sous réserve des dispositions du § 3.2, à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement (article 1792-6 du Code Civil Français).

Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

4.2. Toutefois, la garantie est acquise :

▪ **avant la réception des travaux**

Lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entreprise est résilié pour inexécution par celle-ci de son obligation de réparer.

▪ **après la réception des travaux**

(et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement)

Lorsque, après mise en demeure infructueuse l'entreprise n'a pas exécuté dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de quatre vingt dix jours son obligation de réparer.

5 - CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT

Le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, faisant réaliser des travaux de bâtiment ou ressortissant de la technique des travaux de bâtiment en qualité de propriétaire d'immeubles et en tant que tel, non soumise formellement à l'obligation d'assurance Dommages-Ouvrage (article L 242-1 du Code des Assurances Français), choisit néanmoins de souscrire une telle garantie.

La date de déclaration d'ouverture de chantier a été fixée à janvier 2024 pour une date de réception prévisible en mars 2025.

6 - MONTANT DES GARANTIES

6.1. GARANTIES OBLIGATOIRES

- Désordres de nature décennale : Montant des travaux et honoraires TTC indexé B.T.01.

Le montant total de garantie accordé est égal au **coût total et définitif de la construction** qui sera fourni avec le Décompte Général Définitif.

6.2. GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

- Bon fonctionnement des éléments d'équipement..... **10 %** du coût total définitif de la construction

Cette somme sera revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

- Dommages aux existants..... **20 %** du coût total définitif de la construction

Cette somme sera revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre

- Dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti **10 %** du coût total définitif de la construction

Cette somme sera revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre

7 - TARIFICATION

Toutes garanties : **taux** appliqué au coût prévisionnel de la construction, taxes et honoraires compris.

Le taux de cotisation est indiqué dans l'Acte d'Engagement pour chaque garantie en fonction du coût prévisionnel de l'ouvrage.

8 - GESTION DU CONTRAT

Régularisation de la cotisation par application du taux sur le coût définitif de la construction.

9 – FRANCHISES, OPTIONS ET VARIANTES

L'Assureur tarifiera en ne tenant compte **d'aucune franchise**.

Le acheteur n'autorise pas les candidats à présenter des variantes libres au titre de la présente consultation.

Au sens du droit communautaire des marchés publics, le présent marché pourra en cas de modifications des prestations prévues au marché faire l'objet d'un ou plusieurs avenants.

Au sens « modalités d'exécution particulières du marché » en droit des marchés publics français, le marché ne comporte aucune variante imposée.

10 – RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants des garanties peuvent être reconstitués sur demande du SGAMI SO ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de l'ouvrage, contre paiement d'une cotisation calculée dans les conditions fixées par avenant.

Les effets de la reconstitution ne s'appliquent qu'à des sinistres dont la première manifestation est postérieure à la signature de l'avenant de prise en charge.

Cette reconstitution ne peut être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai de 3 mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Il est convenu que l'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L.121-5 du Code des Assurances Français en cas de non reconstitution de l'un ou des montants de garantie.

EXCLUSIONS

Pour les garanties obligatoires, l'Assureur ne garantira pas les dommages résultant :

- a) **du fait intentionnel ou du dol d'un représentant du SGAMI SO ;**
Toutefois la garantie restera acquise par le SGAMI SO qui n'a pas commis le fait intentionnel ou le dol, étant précisé qu'un recours sera possible contre son auteur,
- b) **des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal,**
- c) **de la cause étrangère,**

Pour les garanties facultatives, l'Assureur ne garantira pas les dommages résultant :

S'agissant des garanties complémentaires, les exclusions légales leur sont applicables et sont complétées par les exclusions suivantes :

- ne sont jamais garantis les dommages résultant :
 - . de l'absence de travaux qui, prévus ou non aux marchés des constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non-exécution a entraîné ces dommages,
 - . d'économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages,
 - . de la non prise en compte des réserves techniques notifiées à l'assuré par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et le contrôleur technique.
- ne sont pas garantis :
 - . les astreintes et pénalités de retard, qu'elles soient à votre charge ou non;
- au titre de la garantie de bon fonctionnement, ne sont également pas garantis les dommages affectants :
 - . les appareils et équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de vente du bâtiment,
 - . les éléments d'équipement d'un ouvrage au sens des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du Code civil, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage, tels que visés à l'article 1792-7 du Code civil.
 - . les dommages résultant de toutes stipulations contractuelles que l'assuré aurait acceptées et qui iraient au-delà des dispositions légales ;
 - . Les dommages affectant les appareils, équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de vente du bâtiment ;
 - . Les dommages affectant les éléments d'équipement, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage, tels que visés à l'article 1792-7 du Code civil ;
 - . Les dommages résultant de la non-conformité des opérations de construction avec les règlements de construction, sous réserve de la garantie prévue pour l'isolation phonique.

SINISTRES

CONSTAT DES DOMMAGES - DETERMINATION DE L'INDEMNITE REGLEMENT DU SINISTRE

1 - CONSTAT DES DOMMAGES - EXPERTISE

- 1.1 Les dommages sont constatés, décrits et évalués par les soins d'une personne physique ou morale, désignée par l'Assureur et ci-après dénommée "l'Expert". L'Expert peut faire l'objet d'une récusation dans les huit jours de la notification de sa désignation au SGAMI SO. En cas de seconde récusation par le SGAMI SO, l'Assureur fait désigner l'Expert par le juge des référés. Lorsque l'Expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité.

Lors de la première demande de récusation, les délais d'instruction et de règlement des sinistres prévus ci-après par la présente clause sont augmentés de dix jours. En cas de désignation de l'Expert par le juge des référés, ces mêmes délais sont augmentés de trente jours.

Les opérations de l'Expert revêtent le caractère contradictoire. Le SGAMI SO peut se faire assister ou représenter. Les observations éventuelles du SGAMI SO sont consignées dans le rapport de l'Expert.

- 1.2. L'Assureur s'engage envers le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, à donner à l'Expert les instructions nécessaires pour que les constructeurs et le contrôleur technique, ainsi que les Assureurs couvrant leur responsabilité professionnelle soient, d'une façon générale, consultés pour avis par ledit Expert, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire et, en tout cas, obligatoirement avant le dépôt entre les mains de l'Assureur de chacun des deux documents définis au § 1.3., et soient, en outre, systématiquement informés par lui du déroulement des différentes phases du constat des dommages et du règlement des indemnités.
- 1.3 La mission d'expertise définie au § 1.1. est limitée à la recherche et au rassemblement des données strictement indispensables à la non-aggravation et à la réparation rapide des dommages garantis.

Les conclusions écrites de l'Expert sont, en conséquence, consignées au moyen de deux documents distincts :

1.3.1 Un rapport préliminaire

Ce rapport comporte l'indication descriptive et estimative des mesures conservatoires jugées nécessaires à la non-aggravation des dommages, compte tenu, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prises par le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, ainsi que les indications sommaires sur les circonstances et les caractéristiques techniques du sinistre, permettant à l'Assureur de se prononcer dans le délai de 60 jours à compter de la réception, sur le principe de la mise en jeu des garanties du marché.

1.3.2 Un rapport d'expertise

Ce rapport est exclusivement consacré à la description des caractéristiques techniques du sinistre et à l'établissement des propositions, descriptions et estimations, concernant les différentes mesures à prendre et les différents travaux à exécuter en vue de la réparation intégrale des dommages constatés.

Ce rapport comprendra, en tant que de besoin, l'analyse des faits générateurs du sinistre et les éléments propres à définir les responsabilités des différents constructeurs.

2 - RAPPORT PRÉLIMINAIRE - MISE EN JEU DES GARANTIES - MESURES CONSERVATOIRES

- 2.1. Dans un délai maximum de 60 jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, l'Assureur, au vu du rapport préliminaire établi par l'Expert et préalablement communiqué au SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, notifie au SGAMI SO sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du marché. Cette notification est faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toute décision négative de l'Assureur ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation doit être expressément motivée.

Si l'Assureur ne conteste pas la mise en jeu des garanties du marché, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondantes à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées par le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, au titre de mesures conservatoires.

- 2.2 L'Assureur prend les dispositions nécessaires pour que le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, puisse être saisi du rapport préliminaire en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec le délai de 60 jours qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du § 2.1.

- 2.3 Faute, pour l'Assureur, de respecter le délai fixé au 2.1 et sur simple notification faite à l'Assureur, par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la garantie du présent marché joue pour ce qui concerne le sinistre déclaré et le SGAMI SO est autorisé à engager les dépenses correspondantes à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages, dans la limite de l'estimation faite dans le rapport préliminaire de l'Expert.

Si, dans le même délai, le SGAMI SO n'a pu avoir connaissance du rapport préliminaire, il est autorisé, de la même manière, à engager les dépenses en cause dans la limite de l'estimation qu'il a pu en faire lui-même.

Il peut également, après l'avoir notifié à l'Assureur, par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, engager les dépenses nécessaires à la réparation des dommages.

L'indemnité versée par l'Assureur est alors majorée de plein droit d'un intérêt égal au double du taux de l'intérêt légal.

3 - RAPPORT D'EXPERTISE- DÉTERMINATION DE L'INDEMNITÉ

- 3.1 Dans un délai maximum de 90 jours courant à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur au vu du rapport d'expertise préalablement communiqué au SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, notifie au SGAMI SO ses propositions définitives quant au montant de l'indemnité destinée au paiement des travaux de réparation des dommages. Cette notification est faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Ces propositions peuvent faire l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix ; elles sont obligatoirement ventilées entre les différents postes de dépenses retenus et appuyées des justifications nécessaires, tant en ce qui concerne les quantités que les prix unitaires. Elles comprennent, outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux, tels qu'honoraires, essais, analyses, ainsi que les taxes applicables. Elles tiennent compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées ou retenues, ainsi que des indemnités qui ont pu être antérieurement versées au titre des mesures conservatoires. Dans le cas d'une proposition d'indemnité provisionnelle, il est expressément convenu que les versements complémentaires de l'Assureur interviendront dans des délais tels que le SGAMI SO n'ait jamais à faire l'avance des travaux de réparation des dommages.

- 3.2 L'Assureur prend les dispositions nécessaires pour que le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, puisse être saisi du rapport d'expertise en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec le délai maximum de 90 jours qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du § 3.1.

- 3.3. Dans les cas de difficultés exceptionnelles où la nature ou l'importance particulière du sinistre interdiraient pratiquement à l'Expert d'établir son rapport dans le délai maximum de 90 jours, l'Assureur pourra proposer au SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, de reporter la notification de l'indemnité au-delà de ce délai ; cette proposition doit être faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette proposition devra être expressément motivée et se fonder exclusivement sur des considérations de caractère technique ; elle devra préciser le délai supplémentaire nécessaire à la notification de l'indemnité et être notifiée au SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, dans un délai maximum de 60 jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre. Le délai supplémentaire prévu à l'alinéa qui précède est subordonné à l'acceptation expresse du SGAMI SO et ne peut excéder cent trente cinq jours.

- 3.4 Dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception de la notification de l'indemnité intervenant dans les conditions définies au § 3.1., ou, à titre exceptionnel, dans les conditions définies au § 3.3, le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, fait connaître à l'Assureur si il accepte ou non les propositions dont il a été saisi. Il doit le faire par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

4 - REGLEMENT DU SINISTRE

- 4.1 En cas d'accord du SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, sur les propositions faites par l'Assureur, le règlement de l'indemnité par l'Assureur intervient dans les conditions suivantes :
- 4.1.1. En une seule fois et dans un délai maximum de 30 jours courant à compter de la réception par l'Assureur, de l'acceptation du SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, lorsque le montant global de l'indemnité n'excède pas la somme de **305 000,00 €**.
- 4.1.2. En plusieurs fractions égales, lorsque le montant global de l'indemnité est supérieur à **305 000,00 €**, les versements étant échelonnés dans le temps et, s'il y a lieu, revalorisés en fonction du rythme de l'exécution des travaux de réparation des dommages, selon les modalités fixées au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières. La première fraction de l'indemnité est versée dans un délai maximum de 30 jours courant à compter de la réception, par l'Assureur, de l'acceptation du SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre. Elle ne peut être inférieure au chiffre défini ci-dessus. Les autres fractions sont versées, dans tous les cas, dans des conditions de délai telles que le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, ne soit jamais conduit à faire l'avance du paiement des travaux.
- 4.2. Faute par le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, de respecter le délai de réponse de 15 jours, le règlement de l'indemnité ou, selon le cas, de la première fraction de l'indemnité, intervient sur la base des propositions faites par l'Assureur dans un délai maximum de 30 jours courant à compter de l'expiration du délai de réponse, et selon les modalités prévues aux § 4.1.1. et 4.1.2.
- 4.3. Le SGAMI SO ; l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.
- 4.4. En tout état de cause, le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre qui, dans le délai de réponse de 15 jours a fait connaître à l'Assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, si il estime ne pas devoir cependant différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'Assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été notifiée selon les modalités définies au § 3. Cette avance, forfaitaire et non revalorisable et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'Assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de 15 jours courant à compter de la réception, par l'Assureur, de la demande du SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre.
- 4.5. Le SGAMI SO, l'acheteur et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une avance.